

DECLARATION DES FEMMES CONGOLAISES FACE A LA SITUATION SECURITAIRE QUI PREVAUT AU  
NORD-KIVU : « DEPART DE LA MONUSCO »

Nous, femmes membres des organisations féminines, actrices sociales et activistes engagées, suivons avec attention les manifestations de colère publique de la population dans la Province du Nord-Kivu, plus précisément dans la ville de Goma depuis le 25 juillet 2022 demandant le départ de la force ONUSIENNE, MONUSCO en RDC.

Affectées par la récurrence des atrocités dans cette partie du pays, ayant causé des millions plusieurs pertes en vies humaines lâchement tués, des déplacements massifs de la population dans des conditions fragiles et extrêmement inhumaines (dont les femmes, les enfants et les personnes vivant avec handicap sont véritablement victimes au premier plan) ainsi que d'énormes dégâts matériels depuis près de deux décennies,

Soutenant l'expression démocratique, dénonçons, condamnons toute forme de manipulation politique ayant conduit aux actes de vandalisme et de violence et demandons leur cessation immédiate.

Préoccupées par la montée en puissance des groupes armés locaux et étrangers depuis près de trois mois et dénonçant par la même occasion l'occupation illégale de la cité de Bunagana en Territoire de Rutshuru depuis près de 40 jours par les forces terroristes M23 téléguidées par le Rwanda,

Conscientes que la mission de sécurisation de la population et de leurs biens revient principalement au Gouvernement de la RDC, et ce conformément à l'article 16 qui stipule que la Personne humaine est sacrée, l'Etat a l'obligation de la respecter et de la protéger,

Entendu que, en qualité de pays membre de l'ONU, la RDC a invité les forces de maintien de la paix pour venir en appui à son armée, les FARDC depuis le 30 Novembre 1999 et profondément inquiètes de la déclaration du porte-parole de la MONUSCO du 13 Juillet 2022 relative à l'incapacité de la MONUSCO d'apporter son appui aux FARDC dans la traque contre les M23 :

Nous recommandons ce qui suit :

1. Au Gouvernement de la RDC, en tant que garant constitutionnel de la sécurité et de l'intégrité territoriale ; de mettre tous les moyens nécessaires à la disposition des nos forces de sécurité pour que la paix durable soit rétablie et garantie sur toute l'étendue du territoire national, plus particulièrement et en URGENCE de libérer BUNANAGA illégalement occupés par les groupes terroristes du M23, de restaurer l'autorité de l'Etat à Beni et en Ituri dans un bref délai, également d'associer le Parlement dans toute initiative d'accord de paix car il représente valablement la population, de mettre en œuvre les Résolutions 1325 et 2250 de l'ONU relatifs à l'implication des femmes et des jeunes dans les questions de paix et sécurité et d'accélérer le processus de Démobilisation, Désarmement et Réinsertion et Relèvement Communautaire P-DDRCS
2. Aux Nations unies, MONUSCO d'évaluer sans complaisance la colère publique et d'accélérer la mise en œuvre du plan de sortie de ses troupes sur le sol congolais et de signifier au Conseil de Sécurité des Nations-Unies l'inopportunité de renouveler le mandat de cette mission en RDC,
3. A l'Union Africaine en général et particulièrement la SADC, la CEEAC, la EAC d'exiger le respect et la mise en œuvre des engagements pris dans le cadre des accords multilatéraux sur la paix et la sécurité dans la région, précisément le respect de l'intégrité des frontières des Etats membres.

4. A l'opinion nationale de se mobiliser contre le discours de haine, de condamner les actes de violence et d'irrespect des biens publics et privés ; d'encourager les manifestations pacifiques et de poursuivre les actions de plaidoyer pour le retour effectif de la paix durable. Oui nous sommes exaspérées, soyons vigilants pour éviter l'infiltration de l'ennemi de la paix et la stabilité de la RDC en général et dans la partie Est en particulier.

Fait à Kinshasa,

Le 26 juillet

Les signataires

Liste